



Weltlehrertag - Es lebe das Lehrpersonal!

Wie jedes Jahr feiert die Weltgemeinschaft am 5. Oktober die Lehrer. An diesem Tag wird jeder aufgefordert, sich an diejenigen zu erinnern, die seine schulische Laufbahn mit ihrem Wissen, ihrer Weisheit und ihrer Menschlichkeit geprägt haben. Als Lehrer bietet sich nämlich die einzigartige Gelegenheit, das Leben anderer nachhaltig zu verändern. Allerdings ist die Welt aktuell mit einem beispiellosen, globalen Lehrermangel konfrontiert, der durch die Verschlechterung ihrer Arbeitsbedingungen und ihres Status noch verschärft wird.

Nach den Prognosen des Statistischen Amtes der UNESCO (ISU) müssen zur Verwirklichung der universellen Primar- und Sekundarschulbildung bis 2030 (Ziel 4.1 der SDGs) **weltweit 69 Millionen zusätzliche Lehrkräfte eingestellt werden**. Das Amt geht davon aus, dass Tschad und Niger bis 2030 „mehr als doppelt so viele“ Grundschullehrer benötigen werden um mit dem Bevölkerungswachstum Schritt zu halten. In diesem Teil des afrikanischen Kontinents liegt die Einstel-

lung von Lehrern laut Borhene Chakroun (UNESCO) „unter dem aktuellen und prognostizierten Bedarf“, und bis 2030 werden 16,5 Millionen zusätzliche Lehrer benötigt. In verschiedenen europäischen Ländern sieht die Lage auch nicht gut aus. Frankreich, Deutschland, Portugal, Schweden und Italien haben aufgrund der weit verbreiteten Unzufriedenheit innerhalb des Berufsstands, die durch COVID noch verstärkt wurde, Probleme bei der Einstellung von Lehrkräften. Nach nationalen Schätzungen werden bis 2025 in Deutschland circa 25.000 Lehrkräfte und bis 2030 in Portugal sogar 30.000 Lehrkräfte fehlen, während in Frankreich derzeit 4.000 Lehrstellen unbesetzt sind.

Unter dem Motto „Die Lehrer, die wir für die Bildung brauchen, die wir wollen: Die globale Notwendigkeit, den Lehrermangel umzukehren“ sollen die Feierlichkeiten 2023 darauf hinweisen, wie wichtig es ist, den Rückgang an Lehrkräften zu stoppen und endlich in die entgegengesetzte Richtung zu steuern. Der Lehrerberuf ist gebrauchter denn je.

DÉPEUPLER LES SALLES DE CLASSES



Mi-août, le président de CSI, Patrick de Rond, et le coordinateur de projet Carl Hahn, ont pu visiter le partenaire de CSI en Tanzanie, l'Ilula Orphan Program (IOP).

Au cours de ce voyage, court mais intense, ils ont eu des échanges constructifs et fructueux avec le partenaire, les autorités locales, les différents comités et avec quelques familles bénéficiant du projet. Ils ont bien évidemment profité de l'occasion pour visiter les différentes écoles, en particulier les classes nouvellement construites et celles qui ont été rénovées.

Le projet avec IOP Tanzania a été visité la dernière fois en décembre 2019. Il était donc temps d'y retourner. Le but principal était de voir l'évolution du projet dans l'actuel Accord-cadre 2021-2024. Dans le cadre de ce projet, l'infrastructure des écoles à Ilula dans la région d'Iringa est considérablement améliorée et adaptée. 20 classes sont rénovées et les bâtiments construits récemment sont convenablement équipés. L'objectif du projet est

d'améliorer les conditions d'apprentissage et d'accès à l'éducation pour les écoles primaires à Ilula.

Malgré le fait que les écoles publiques pour les niveaux primaire et secondaire sont gratuites en Tanzanie depuis 2016, l'accès à l'école et les conditions pour les populations les plus défavorisées sont encore trop souvent difficiles.

Certaines familles que nous avons rencontrées ont du mal à couvrir les frais supplémentaires en rapport avec l'école (matériel scolaire, contributions pour la nourriture, etc.).

De plus, beaucoup de familles vivent loin des écoles de sorte que les enfants doivent souvent assumer des trajets longs et dangereux, notamment en cas de pluie.

Le surpeuplement des classes est aussi un problème récurrent. Pour ne citer qu'un exemple : les écoles primaires d'Ilula et d'Iso-liwaya avaient auparavant une moyenne de 100 à 160 élèves par classe ! Cette moyenne a baissé ces dernières années, mais se trouve encore aux alentours de 80 élèves par classe. Vu que les demandes d'inscriptions ne cessent d'augmenter, ce n'est pas évident de réduire les effectifs.

C'est justement pour contrer ces problématiques et pour améliorer les conditions d'apprentissage pour les élèves, mais aussi pour le personnel, que nous avons focalisé notre projet avec IOP sur l'amélioration de infrastructures, en particulier par la construction et par la rénovation de classes.

Un des points forts de notre organisation partenaire que nous aimerions souligner ici est la bonne entente et la coopération avec les autorités locales ce qui rend le travail final plus efficace. IOP est aussi un partenaire qui travaille de très près avec les familles et les communautés, offrant e.a. des formations et des sensibilisations sur différents thèmes comme p.ex. l'importance de l'éducation ou encore l'éducation sexuelle.



Merci pour tout votre soutien qui nous permet d'améliorer les conditions d'apprentissage et de faire en sorte que les enfants puissent faire valoir leur droit d'aller à l'école !

DIE KLASSENEFFEKTIVE VERKLEINERN



Mitte August konnten der Präsident von CSI, Patrick de Rond, und der Projektkoordinator Carl Hahn den Partner von CSI in Tansania, das Ilula Orphan Program (IOP), besu-

chen. Während dieser kurzen, aber intensiven Reise hatten sie konstruktive und fruchtbare Austauschtreffen mit dem Partner, mit den lokalen Behörden, verschiedenen Komitees und mit einigen Familien die von dem Projekt profitieren. Natürlich nutzten sie auch die Gelegenheit die verschiedenen Schulen zu besuchen, insbesondere die neu errichteten und die renovierten Klassenzimmer.

Ziel des Projekts ist es die Lernbedingungen und den Zugang

zu Bildung für die Grundschulen in Ilula zu verbessern. Der Schwerpunkt dieses Rahmenabkommens liegt auf der Verbesserung dieser Bedingungen durch die Schulinfrastruktur.

Obwohl die öffentlichen Schulen für Primar- und Sekundarstufen in Tansania seit 2016 kostenlos sind, ist der Zugang zur Schule für die am stärksten benachteiligten Bevölkerungsgruppen oder auch die Bedingungen für den Schulbesuch noch allzu oft schwierig. Hindernisse wie der weite und gefährliche Schulweg oder die Überfüllung der Klassenzimmer sorgen dafür, dass die Situation oftmals heikel bleibt.

Eine der Stärken unserer Partnerorganisation, die wir hier hervorheben möchten, ist das gute Einvernehmen und die Zusammenarbeit mit den lokalen Behörden was die Arbeit letztendlich effektiver macht. IOP ist auch ein Partner der sehr eng mit den Familien und Gemeinden zusammenarbeitet u.a. über Sensibilisierungen (z.B. über die Wichtigkeit von Bildung, aber auch über Themen wie sexuelle Aufklärung) oder Fortbildungen.

Vielen Dank für Ihre Unterstützung die es ermöglicht, die Lernbedingungen zu verbessern und dafür zu sorgen, dass die Kinder ihr Recht auf Schulausbildung wahrnehmen können!





Chère lectrices,
Chers lecteurs,

Les élections législatives du 8 octobre dernier nous amèneront prochainement vers un nouveau gouvernement. Même si cela nous concerne, avant tout, au niveau local et national, il ne faut pas négliger l'impact international. Dans ce contexte, je tiens à rappeler les quatre recommandations les plus importantes au sujet de la coopération internationale formulées par le Cercle des ONG, dont CSI est membre, et qui sont :

1. Assurer une vraie cohérence des politiques pour le développement. Selon le spillover index des Nations Unies, le Luxembourg a une des performances les plus négatives globalement en termes d'effets néfastes de ses politiques sur le développement durable d'autres pays. Parmi les nombreux points à soulever dans ce contexte, le Cercle souhaite souligner la nécessité de poursuivre une justice fiscale internationale et éviter que l'optimisation fiscale rendue possible par la législation luxembourgeoise ne porte atteinte aux budgets publics des pays désignés en développement et les moins avancés.

2. Renforcer et promouvoir la souveraineté alimentaire. Au-delà de la simple sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire permet à un pays d'assurer de manière autonome l'alimentation de sa population. Pour les ONGD luxembourgeoises, l'agroécologie est essentielle pour aboutir à la souveraineté alimentaire en respectant l'environnement et les ressources locales et devrait profiter d'un soutien conséquent de la coopération luxembourgeoise.

3. Soutenir la société civile et les droits humains. Le nombre de pays tombant sous des régimes autoritaires s'accroît de plus en plus et avec lui la répression envers les organisations de la société civile (OSC), la poursuite de dissidents.e.s politiques et les violations des droits humains, y inclut avec des politiques migratoires restrictives et inhumaines. Près de la moitié des pays partenaires de la coopération internationale du Luxembourg ont subi un putsch militaire depuis 2022. Dans ce contexte, il est essentiel que la coopération luxembourgeoise maintienne sa présence dans les pays touchés et continue de soutenir (in)directement les OSC. Les ONGD salueraient la création d'une stratégie en matière de droits humains par la Direction de la coopération, à l'image des stratégies genre, finance inclusive et innovative, ainsi qu'environnement et changement climatique publiées en 2022.

4. Réglementer l'implication du secteur privé dans la coopération internationale. Les acteurs du secteur privé (commercial) sont de plus en plus impliqués dans la coopération internationale. Au Luxembourg, l'appel à ce secteur et notamment aux acteurs de la place financière est promu comme une mise en valeur des savoirs et compétences de l'économie luxembourgeoise et comme un levier et une source importante de financement pour le développement international. Alors que les ONGD saluent la mobilisation d'une grande diversité d'acteurs dans la coopération internationale, ils considèrent comme essentiel un monitoring et une réglementation forte et contraignante de tous les acteurs en termes d'impact sur l'éradication de la pauvreté, de la protection et promotion des droits humains, et de la transparence des activités et finances. Dans ce contexte, l'implémentation d'un devoir de vigilance au Luxembourg qui inclura aussi le secteur de la finance est fondamental.

Restons attentifs aux implications internationales de nos actions locales et nationales. Toute action a des répercussions auxquelles il faut réfléchir!

Patrick de Rond, président

Liebe Leserinnen und Leser!

Die Parlamentswahlen vom vergangenen 8. Oktober werden uns in Kürze eine neue Regierung bescheren. Auch wenn dies uns in erster Linie auf lokaler und nationaler Ebene betrifft, dürfen die internationalen Auswirkungen nicht außer Acht gelassen werden. Ich möchte hier an die Forderungen des NGO-Kreises erinnern, bei dem CSI Mitglied ist. Die vier wichtigsten Empfehlungen, die der Cercle de Coopération des ONGD in Bezug auf die internationale Zusammenarbeit vorgebracht hat, sind:

1. Gewährleistung einer echten Politikkohärenz im Interesse der Entwicklung. Laut dem Spillover-Index der Vereinten Nationen hat Luxemburg eine der schlechtesten Gesamtleistungen in Bezug auf die negativen Auswirkungen seiner Politik auf die nachhaltige Entwicklung anderer Länder. Unter den vielen Punkten, die in diesem Zusammenhang angesprochen werden müssen, möchte der Cercle die Notwendigkeit hervorheben, eine internationale Steuergerechtigkeit zu verfolgen und zu verhindern, dass die durch die luxemburgische Gesetzgebung ermöglichte Steueroptimierung den öffentlichen Haushalten der designierten Entwicklungsländer und der am wenigsten entwickelten Länder schadet.

2. Stärkung und Förderung der Ernährungssouveränität. Über die reine Ernährungssicherheit hinaus ermöglicht Ernährungssouveränität einem Land, die Ernährung seiner Bevölkerung eigenständig zu gewährleisten. Für die luxemburgischen NGOs ist die Agrarökologie von entscheidender Bedeutung, um Ernährungssouveränität zu erreichen, indem die Umwelt und die lokalen Ressourcen respektiert werden, und sie sollte von einer konsequenten Unterstützung durch die luxemburgische Entwicklungszusammenarbeit profitieren.

3. Unterstützung der Zivilgesellschaft und der Menschenrechte. Die Zahl der Länder, die unter autoritäre Regime fallen, nimmt immer mehr zu und damit auch die Unterdrückung von zivilgesellschaftlichen Organisationen (CSOs), die Verfolgung von politischen Dissidenten und Menschenrechtsverletzungen, auch durch restriktive und unmenschliche Migrationspolitiken. Fast die Hälfte der Partnerländer der internationalen Zusammenarbeit Luxemburgs hat seit 2022 einen Militärputsch erlebt. In diesem Zusammenhang ist es von entscheidender Bedeutung, dass die luxemburgische Entwicklungszusammenarbeit ihre Präsenz in den betroffenen Ländern aufrechterhält und weiterhin CSOs (in)direkt unterstützt. NGOs würden die Schaffung einer Menschenrechtsstrategie durch die Direktion für Zusammenarbeit begrüßen, nach dem Vorbild der 2022 veröffentlichten Strategien zu Gender, inklusiven und innovativen Finanzen sowie Umwelt und Klimawandel.

4. Die Beteiligung des Privatsektors an der internationalen Zusammenarbeit regeln. Akteure des (kommerziellen) Privatsektors werden zunehmend in die internationale Zusammenarbeit eingebunden. In Luxemburg wird der Appell an diesen Sektor und insbesondere an die Akteure des Finanzplatzes als Aufwertung des Wissens und der Kompetenzen der luxemburgischen Wirtschaft sowie als Hebel und wichtige Finanzierungsquelle für die internationale Entwicklung gefördert. Während NGOs die Mobilisierung einer großen Vielfalt von Akteuren in der internationalen Zusammenarbeit begrüßen, halten sie eine starke und verbindliche Überwachung und Regulierung aller Akteure in Bezug auf ihre Auswirkungen auf die Beseitigung der Armut, den Schutz und die Förderung der Menschenrechte sowie die Transparenz ihrer Aktivitäten und Finanzen für wesentlich. In diesem Zusammenhang ist die Einführung einer Sorgfaltspflicht in Luxemburg, die auch den Finanzsektor einbeziehen wird, von grundlegender Bedeutung.

. Achten wir auf die internationalen Auswirkungen unserer lokalen und nationalen Aktionen. Jede Aktion hat Konsequenzen, über die nachgedacht werden sollte!

Patrick de Rond, Präsident

IMPRESSUM

Chrëschtlech Solidaritéit International (CSI) asbl,
ONG agréée
51, rue de Strasbourg
L-2561 Luxembourg

Tel.: 26 64 93 89 / E-mail: info@csi.lu
de Magazin

CCPL:
IBAN LU27 1111 0868 8772 0000
(Spenden sind steuerlich absetzbar)

Erscheinungsweise:
monatlich (Auflage: 1.000)

REDAKTION:
Julienne Djougue, Sybille Gernert, Carl Hahn, Sandra Scheuren, Patrick de Rond und Sylvie Grein.

REDAKTIONSSCHLUSS:

jeweils zum Monatsende · Der Nachdruck von Artikeln dieses Heftes ist unter Angabe von Quelle und Zustellung von zwei Belegexemplaren ausdrücklich erwünscht.

Danke für Ihre Spenden.